

Coalition Large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (CLASSE)

Coordonnées du bureau de l'ASSÉ

Téléphone : 514-3900110

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

Adresse : 2065 Parthenais local 383, Montréal, Québec, H2K 3T1

Cahier de préparation des délégations
Version finale : 20 avril 2012



Congrès de la CLASSE

Dimanche le 22 avril 2012

9h00

Lieu

Collège de Maisonneuve
3800, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec)

Association hôte :

Société Générale des Étudiantes et Étudiants du
Collège de Maisonneuve

Sogeeecom

3800, rue Sherbrooke Est (local D-2610)
Montréal, Québec
Canada, H1X 2A2
Tel : 514-253-9898

Frais de participation

25,00\$ par personne

Proposition d'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour suivant :

- 0.0 Ouverture
- 1.0 Procédures
 - 1.1 Praesidium
 - 1.2 Lecture et adoption du l'ordre du jour
 - 1.3 Présentation du déroulement du Congrès et des procédures
 - 1.4 Adoption du procès-verbal
- 2.0 Accueil des associations membres de la CLASSE
- 3.0 Bilans
- 4.0 Femmes
- 5.0 Plan d'action
 - 5.1 Grève
 - 5.2 Manifestations et actions
 - 5.3 Négociations
- 6.0 ASSÉ
- 7.0 Revendications
- 8.0 Finances
- 9.0 Élections
 - 9.1 Comités et Conseils de la CLASSE
 - 9.1.1 Présentation
 - 9.1.2 Plénière
 - 9.1.3 Scrutin
- 10.0 Prochains Congrès de la CLASSE
- 11.0 Avis de motion
 - 11.1 Dépôt des avis de motion
 - 11.2 Traitement des avis de motion
- 12.0 Varia
- 13.0 Levée

Table des matières

Proposition d'ordre du jour.....	2
Table des matières.....	3
Propositions.....	4
Proposition mise en dépôt au Congrès de la CLASSE du 15 avril 2012.....	13

Propositions

1.0 Procédures

1.3 Présentation du déroulement du Congrès et des procédures

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 5 minutes de la planification du déroulement du Congrès.

1.4 Adoption du procès-verbal

1. Le Conseil exécutif propose que l'on adopte le procès-verbal du Congrès de la CLASSE du 15 avril 2012.

2.0 Accueil des associations membres de la CLASSE

1. Le Conseil exécutif propose que l'on accueille les associations AEDLM-UdeM et AGECEM à la CLASSE.

3.0 Bilans

1. Le Conseil exécutif propose de faire un bilan de 15 minutes de ses activités et de l'état de la situation au national suivi d'une période de questions de 10 minutes.

4.0 Femmes

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 15 minutes par le PLAN Q.

2. *Considérant que la hausse des frais de scolarité touchera davantage les femmes en raison des inégalités structurelles qui perdurent entre les sexes;*
Considérant qu'en raison des inégalités salariales, ce sont les femmes et les communautés précarisées qui rembourseront plus longtemps leurs prêts étudiants et qui paieront d'avantage d'intérêts;
Considérant que la hausse aura également pour conséquence de perpétuer la logique patriarcale au sein de la société et du réseau universitaire;

L'AGECVM propose que la CLASSE reconnaisse la hausse des frais de scolarité annoncée comme une augmentation sexiste;
Que la CLASSE appuie la « Déclaration sur la hausse des frais de scolarité au Québec et son impact et sur les femmes » de l'institut Simone de Beauvoir;
Que la CLASSE blâme Mme Christine Saint-Pierre, ministre de la Culture, des communications et de la condition féminine pour ne pas avoir encore pris position sur les effets négatifs de cette hausse pour les femmes.

5.0 Plan d'action

5.1 Grève

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 10 minutes sur la stratégie politique face aux négociations et les diverses manœuvres de la ministre et des organisations nationales cette semaine, suivie d'une plénière de 30 minutes.

2. Le Conseil exécutif propose de faire une présentation de 10 minutes suivie d'une plénière de 30 minutes sur la stratégie à adopter en temps d'élection.

3. *Considérant l'ampleur historique du mouvement de grève étudiant et considérant également l'entêtement tout aussi historique de la classe politique dirigeante à ne pas reconnaître la légitimité des revendications étudiantes;*
Considérant que le mouvement de grève étudiante aspire, dans sa lutte, à une transformation sociale radicale et portuse d'un projet de société, et qu'en cela, il dépasse ses simples intérêts corporatistes;
Considérant que la hausse des frais de scolarité ne représente qu'un aspect d'un ensemble beaucoup plus large de mesures d'austérité visant à privatiser un nombre croissant sphères sociales et rappelant en ce sens les phénomènes s'y rattachant, tels que la taxe santé, la hausse des tarifs d'électricité, ou encore la hausse des coûts du logement;
Soulignant également le climat antisyndical porté par l'acharnement et la médiocrité de nombreux politiciens et éditorialistes, et qui se manifeste par la généralisation du lock-out, la restriction du droit de grève et l'appui tacite donné aux nouveaux briseurs de grève;
Considérant l'urgence d'augmenter le rapport de force du mouvement de grève face au gouvernement et notant la possibilité sous-jacente au mouvement de grève étudiant d'agir comme catalyseur des luttes sociales;

L'AFESH-UQAM propose que la CLASSE appelle à une grève sociale le 1er et 15 mai prochain.
Que le 1er et 15 mai soient des journées de grève sociale générale et de perturbation économique;
Que cette journée s'organise dans l'urgence de faire escalader le rapport de force face au gouvernement et qu'en ce sens, la CLASSE fasse immédiatement les démarches nécessaires auprès de divers syndicats nationaux et groupes communautaires;
Que la CLASSE lance un appel à ses associations membres pour qu'elles prennent elles-mêmes contact avec les syndicats et groupes communautaires de leurs régions;
Que la CLASSE fasse la promotion de cette journée de grève sociale auprès du grand public par les moyens mis à sa disposition;
Que la CLASSE vulgarise et explique le concept de grève sociale à ses associations membres et lors de ses appels au public en général;
Que cette journée de grève sociale se fasse en solidarité avec les grévistes d'AVEOS, de Rio Tinto et des autres mouvements sociaux ou syndicaux actifs présentement.

4. L'AFELC-UQAM propose que la CLASSE condamne les moyens de pression non-démocratiques et brutaux menés par les administrations des collèges et des universités, par la police et par le gouvernement libéral.

5. *Considérant la demande de la ministre a l'effet que la CLASSE condamne les actes de violences du mouvement étudiant avant de se joindre a l'hypothétique table de discussion;*
Considérant que la CLASSE n'est pas un tribunal;
Considérant la force de l'ironie;

L'AFELC-UQAM propose que le Comité médias de la CLASSE se "transforme" en tribunal pour une durée de 30 minutes lors d'un point de presse fixé le (...) et qu'il mette 29 minutes à dénoncer toutes les actions répréhensibles du gouvernement libéral, ainsi que celles des administrations des universités depuis 10 ans.

Que le Comité médias de la CLASSE utilise la minute restante pour constater les actions violentes effectuées dans le contexte de la grève étudiante, en prenant la peine de souligner que ces actions sont les conséquences des actions précédentes ainsi qu'en précisant que le gouvernement ne pouvait qu'être conscient de la nécessité de cette chaîne causale.

Que le Comité médias de la CLASSE se sente libre de dénoncer l'assassinat de Toutankhamon s'il juge que le mouvement étudiant pourra ainsi s'attirer les faveurs du public.

6. L'AFELC-UQAM propose que la CLASSE rédige un communiqué expliquant la cohérence de ses positions concernant la violence dans le cadre d'une social-démocratie et d'un État de droit.

7. L'ADÉPUM propose que la CLASSE condamne la dimension violente du conflit entre le mouvement étudiant, le gouvernement du Québec, les administrations de ses établissements d'éducation et les forces policières. Ce conflit qui aurait dû se dérouler, avant tout, autour d'une table de négociation a connu plusieurs moments malheureux de violence physique, verbale et institutionnelle. La CLASSE déplore cet état de fait. Ce n'est pas ce qu'elle souhaitait et ce n'est toujours pas ce qu'elle souhaite. La CLASSE estime qu'elle doit immédiatement négocier avec la FEUQ, la FECQ et le gouvernement du Québec pour résoudre l'impasse actuelle, que la condition de la démocratie étant le dialogue, toute situation de non dialogue conduit inévitablement à des situations de violence, que tous les partis, de même que la société québécoise dans son ensemble, ont beaucoup à gagner dans l'arrêt de la violence par la mise en place de négociations. La CLASSE demande que le gouvernement condamne également la violence du conflit, de tout genre et de toute provenance, y compris la violence du recours aux injonctions et à la brutalité policière, afin d'apaiser les tensions et permettre la mise en place d'une négociation de bonne foi. La CLASSE rappelle au gouvernement les principes démocratiques de la séparation des pouvoirs, selon lesquels il est laissé aux services policiers et au système juridique en général la tâche et la fonction de déterminer et de condamner les responsables d'actes criminels.

8. L'AESSUM propose que la CLASSE rencontre la ministre lorsque celle-ci sera prête à négocier sans tenter de diviser, d'intimider, de manipuler, de désinformer ou d'employer tout autre moyen qui discréditerait la CLASSE et le mouvement étudiant;
Que la CLASSE accepte de rencontrer la ministre seulement si elle n'impose aucune condition politique à la négociation.

9. *Considérant que la ministre Beauchamp exige que nous condamnions la violence;*
Considérant que le fait de "condamner la violence" ne relève pas de notre rôle, comme association étudiante;
Considérant que la CLASSE a, à maintes reprises, affirmé qu'elle se dissociait des gestes de violence posés par certains éléments du mouvement;
Considérant que la CLASSE constitue notre seule instance de représentation dans toutes les négociations avec le gouvernement;
Considérant que le terme "violence" est très large, que les événements définis comme "violents" sont difficiles à définir;
Considérant qu'en Service social nous reconnaissons une multitude de violence;

L'AÉSSUM propose que la CLASSE se positionne de la façon suivante :

Que la CLASSE reconnaisse les torts que la violence peut avoir lorsqu'elle est dirigée vers l'être humain;

Que la CLASSE dénonce cette stratégie de division et de détournement de la part du gouvernement

10. *Considérant que la CLASSE s'est déjà dissociée de la violence et a affirmé qu'elle ne la préconisait pas;*
Considérant que l'AELLFUM perçoit la mécanique sournoise d'intimidation qui sous-tend l'ultimatum de Line Beauchamp;
Considérant que l'AELLFUM souhaite toutefois que la CLASSE siège à cette table de négociations;
Considérant que l'usage d'une discrète ironie permettrait à la CLASSE de reprendre littéralement le discours dicté par le gouvernement tout en le subvertissant;

L'AELLFUM propose que la CLASSE reprenne les propos de Line Beauchamp sur la condamnation

de la violence : « Nous condamnons l'utilisation de toute forme de violence ou de brutalité excessive. Il faut condamner le recours à l'intimidation ».

11. *Considérant l'intimidation que représentent les menaces d'annulation de session sur certains membres de la communauté étudiante.*

Considérant le mépris de la part du gouvernement, et des administrations collégiales et universitaires, des propositions adoptées en AG par les associations étudiantes.

Considérant que l'actuelle judiciarisation de la grève étudiante crée un détournement du réel débat pour ou contre : la hausse des frais de scolarité, le gel des frais de scolarité et la gratuité scolaire.

Considérant que le droit est autant un instrument de libération que d'oppression et de répression des peuples.

Considérant qu'aujourd'hui c'est la journée nationale du droit et le 30ème anniversaire de la charte canadienne des droits et libertés.

L'AFESPED propose que la CLASSE dénonce les diverses atteintes à la démocratie étudiante et au processus décisionnel légitime des assemblées générales.

Que la CLASSE dénonce l'utilisation d'injonctions dans le but de restreindre la liberté d'expression, la liberté d'opinion ainsi que la liberté de réunion des étudiant-e-s (qui sont aussi des citoyen-ne-s et des contribuables en passant Mme Beauchamp).

Que la CLASSE invite ses membres à aller supporter physiquement et psychologiquement les associations étudiantes « menacées » par le gouvernement et les administrations collégiales et universitaires.

Que la CLASSE assure l'accès à des moyens de transport pour se rendre sur les campus des associations étudiantes « menacées », si cela est possible dans un délai raisonnable.

Que la CLASSE poursuive son chemin sur la voie de la solidarité étudiante générale illimitée.

5.2 Manifestations et actions

1. Le Conseil exécutif propose de faire une présentation de 10 minutes de l'état de l'organisation du plan d'action de la CLASSE.

5.3 Négociations

1. *Considérant que la marchandisation de l'éducation vise avant tout à permettre au marché de modifier les programmes en fonction de leurs besoins spécifiques;*

Considérant que, historiquement l'éducation post-secondaire s'est construite sur l'affirmation d'une autonomie intellectuelle dans un but sociétal plus grand que le simple profit;

Considérant qu'au Québec, cette autonomie a entre autres servie à protéger une culture différente de celle de l'Amérique du Nord;

L'AESSUM propose que la CLASSE se positionne contre l'assurance-qualité sous toutes ses formes comme

mesure palliative à la hausse des frais de scolarité;

Que la CLASSE s'oppose à la création d'une éventuelle Commission d'évaluation des universités du Québec telle que prescrite par la FEUQ;

Que la CLASSE rappelle qu'une potentielle CEUQ devrait être défini en présence de tous les acteurs lors d'États généraux.

2. L'AESSUM propose que la CLASSE, pour dénouer l'impasse de la crise actuelle, exigent un moratoire sur la hausse des frais de scolarité jusqu'à ce que soit tenu et conclus les États généraux

sur l'éducation.

Que la CLASSE revendique que les éventuels États généraux traitent avec une attention particulière des sujets fondamentaux, tels que celui de la redéfinition du rôle de l'éducation post-secondaire au Québec;

Que la CLASSE revendique que les éventuels États généraux incluent un questionnement sur des enjeux précis, dont notamment :

- L'autonomie des établissements d'enseignement post-secondaire face aux intérêts du marché économique;
- Le processus de marchandisation de l'éducation au Québec, dans une perspective historique, présente et future;
- La gestion des dépenses des directions des établissements d'enseignement, ainsi que des moyens qui pourraient être mis en œuvre pour assurer une meilleure gestion de celle-ci;
- Les mesures à entreprendre afin d'assurer une réelle égalité des chances en ce qui concerne l'accessibilité aux études post-secondaire, notamment pour les femmes, les minorités visibles et culturelles et les Autochtones;
- Les divers moyens de financer les établissements d'enseignement post-secondaire;
- L'endettement étudiant;
- Les critères d'admission et d'attribution de l'Aide financière aux études;
- La possibilité d'établir la gratuité scolaire à tous les niveaux;
- La rémunération des études, particulièrement des stages;
- L'enseignement post-secondaire public versus privé;
- L'élection plutôt que la nomination des dirigeants des universités;
- La judiciarisation et la légalité des grèves étudiantes.

3. L'AFESPED propose que la CLASSE maintienne un discours combatif dans les médias en priorisant nos demandes principales plutôt que l'absolue nécessité de participer à toutes négociations-piège.

4. *Considérant que le gouvernement demande à la CLASSE de condamner l'usage de la violence pour pouvoir négocier;*

Considérant que la FECQ/FEUQ comme la CLASSE n'a jamais condamné l'usage de la violence;

Considérant que le gouvernement ne se préoccupe guère que la FECQ et la FEUQ n'ai jamais condamné la violence;

5. L'AFESPED propose que la CLASSE refuse d'entrer dans la rhétorique du gouvernement;

Que la CLASSE souligne les conditions du gouvernement ne sont qu'un faux prétexte pour exclure la CLASSE.

6. *Considérant que la ministre Beauchamp exige que nous condamnions la violence;*
Considérant que le fait de "condamner la violence" ne relève pas de notre rôle, comme association étudiants;

Considérant que la CLASSE a, à mainte reprises, affirmé qu'elle se dissociait des gestes de violence posés par certains éléments du mouvement;

Considérant que la CLASSE constitue notre seule instance de représentation dans toutes les négociations avec le gouvernement;

Considérant que l'AEËSSUM a comme mandat de rappeler l'importance des actions directes et de la désobéissance civile pacifique visant à perturber le statu quo et les intérêts des élites politiques et économiques;

Considérant que l'AEËSSUM a mandaté la CLASSE pour défendre la légitimité de ce type d'actions dans la mesure où cela ne compromet pas ses associations membres;

*Considérant que le terme “violence” est très large, que les événements définis comme “violents” sont difficiles à définir;
Considérant qu’en Service social nous reconnaissons une multitude de violence;*

L'AESSUM propose que la CLASSE reconnaisse les torts que la violence peut avoir lorsqu'elle est dirigée vers l'être humain;

Que la CLASSE dénonce cette stratégie de division et de détournement de la part du gouvernement

6.0 ASSÉ

1. Le Conseil exécutif propose que l'on reconnaisse l'adhésion du Regroupement des étudiant-e-s en sociologie de l'Université Laval (RÉSUL) comme membre de l'ASSÉ.

2. Le Conseil exécutif propose que l'on reconnaisse l'adhésion de l'Association générale des étudiantes et étudiants pré-gradués-e-s en philosophie de l'Université Laval (AGEEPP) comme membre de l'ASSÉ

7.0 Revendications

1. *Attendu que:*

- Plus de 300 000 étudiant-e-s sont en grève où l'ont été ce printemps, ce qui représente le plus grand mouvement étudiant de l'histoire du Québec;

- Les personnes de minorités visibles 1 et autochtones 2 comprennent plus de 10% de la population du Québec 3 ;

- Les étudiants et étudiantes autochtones ou de minorités visibles sont désavantagés-e-s dans notre société à cause du racisme systémique de longue durée, ainsi que des pratiques actuelles et historiques du colonialisme, donnant lieu à des faits comme les suivants :

- La différence de revenus entre les québécois-es autochtones et non-autochtones est de plus de 33% 4 ;

- Les individus d'ethnicité arabe auront plus de chances d'être désavantagés au travail, moins de chance de trouver un emploi, et auront un revenu annuel en moyenne plus bas que la moyenne canadienne 5 ;

- Dans toutes les classes d'âges, de langue, ou d'occupation, les femmes noires ont un revenu total plus bas que tout autre groupe 6 ;

- Les personnes de minorités visibles ainsi qu'autochtones font face à de la discrimination pour accéder à l'éducation universitaire, et sont marginalisées dans l'université même;

- Les étudiant-e-s de minorités visibles ainsi qu'autochtones sont affectés-e-s de manière disproportionnée par les hausses des frais de scolarité et part la dette étudiante;

- La CLASSE représente et défend les intérêts de tous les étudiants et toutes les étudiantes du Québec;

- La CLASSE détient une voix dans l'aire publique et un rôle décisif dans l'éducation populaire à ce moment critique dans l'histoire du Québec;

GEOGRADS propose qu'il soit résolu :

Que la CLASSE adopte une position officielle d'anti-racisme et d'anticolonialisme dans l'éducation;

Plus spécifiquement, qu'il soit résolu :

Que la CLASSE adopte un discours anti-raciste et anti-colonialiste dans toutes ses communications, y compris ses publications, relations avec les médias, discours, et Congrès.

Whereas more than 300,000 students have been on strike in Quebec this spring, representing the largest student movement in Quebec's history;

Whereas visible minority and Aboriginal peoples account for more than 10% of Quebec's population;

Whereas visible minority and Aboriginal students are positioned at a disadvantage in society due to ongoing systemic racism as well as historic and contemporary colonial practices, as evidenced by examples such as:

- *The earnings gap between Quebec Aboriginals and non-Aboriginals is more than 33 percentage points;*
- *Individuals of Arabic ethnicity are more likely disadvantaged in the workplace, are less likely to be able to find gainful employment, and will have a lower annual income than the Canadian average;*
- *Irrespective of age, education, language abilities, or occupation, Black women have lower total incomes than all other groups;*

Whereas visible minority and Aboriginal students face discrimination in accessing university education, as well as marginalization within university environments;

Whereas visible minority and Aboriginal students are disproportionately affected by tuition hikes and student debt;

Whereas CLASSE represents and defends the interests of ALL students in Quebec;

Whereas CLASSE holds a public voice and decisive role in popular education at this critical moment in Quebec's history;

BIRT CLASSE adopts an official position of anti-racism and anti-colonialism in education;

BIRT CLASSE adopts anti-racist and anti-colonialist discourse in all communications, including but not limited to publications, media relations, speeches and congress proceedings.

2. L'AFESPED propose que CLASSE redéfinisse clairement et publiquement ce qu'est une saine gestion des universités;

Que la CLASSE détermine quelles sont les associations étudiantes, peu importe leur allégeance à une association nationale, les associations de travailleurs et travailleuses et les groupes de citoyens et citoyennes qui ont adopté des positions communes quant à la définition d'une saine gestion des universités et que la CLASSE fasse part de cette ribambelle d'appuis dans les médias;

Que la CLASSE, suite à cet exercice public de définition, souligne, toujours publiquement, l'implication logique d'un gel des droits de scolarité à court terme et de la gratuité scolaire à moyen terme dans une saine gestion des universités et des fonds publics;

Que les positions de la CLASSE sur la saine gestion des universités et de la gratuité scolaire soient communiquées aux citoyens et citoyennes du Québec directement via des médias alternatifs (communiqués, documents, médias sociaux, journaux locaux, etc.) et la mobilisation directe.

3. *Attendu que le profilage politique désigne toute action prise par une ou des personnes d'autorité à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes, pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de protection du public, qui repose sur des facteurs tels l'opinion politique, les convictions politiques, l'allégeance à un groupe politique ou les activités politiques, sans motif réel ou soupçon raisonnable, et qui a pour effet d'exposer la personne à un examen ou à un traitement différent;*

Attendu que ceux et celles qui participent aux activités politiques en lien avec le mouvement initié par les étudiant-e-s sont tous et toutes- individuellement ou collectivement- victimes de discrimination en raison, notamment, de leurs convictions politiques, de leur âge, de leur classe sociale et de leur statut dans la société;

Attendu que le profilage politique constitue une atteinte aux chartes canadiennes et québécoises des droits et libertés, ainsi qu'aux Droits de l'Homme et nie les valeurs fondamentales de dignité humaine et de démocratie;

Attendu que depuis 2005, le Canada refuse d'enquêter sur le profilage politique tel que pratiqué par le SPVM, malgré une recommandation du Comité des droits de l'homme de l'ONU à cet effet;

L'AGECVM propose que la CLASSE organise un recours collectif contre le SPVM;

Que la CLASSE encourage les démarches individuelles de plaintes à la déontologie policière;

Que la CLASSE porte plainte pour le profilage politique à toutes les instances juridiques appropriées, notamment le Tribunal des droits de la personne et le Conseil des droits de l'homme;

4. Considérant 400 ans de colonialisme;

Considérant qu'aujourd'hui ce colonialisme prend le visage du Plan Nord, un projet fondé sur le pillage des ressources, la destruction sauvage de l'environnement et le vol des terres;

Considérant que la notion de «développement durable» vantée par les élites politiques repose sur une logique capitaliste de croissance sans limite et de maximisation des profits et que nous dénonçons son essence contradictoire;

Considérant que dans sa campagne publicitaire le gouvernement présente le Plan Nord comme «le chantier d'une génération» et en vante les mérites alors que celui-ci arrime les besoins des populations et la protection de l'environnement aux exigences d'un système dominé par les compagnies privées;

L'AGECVM propose que la CLASSE soit solidaire avec les luttes pour l'autodétermination des nations autochtones et pour l'abolition de leur statut colonial;

Que la CLASSE reconnaisse le caractère colonial et impérialiste du Plan Nord envers les peuples autochtones;

Qu'en ce sens, la CLASSE se positionne contre le Plan Nord et qu'elle soit solidaire des personnes luttant contre celui-ci et les projets qui y sont reliés;

Que la CLASSE réaffirme l'illégitimité du Plan Nord et de toutes autres exploitations de ressources naturelles faites sans l'accord de l'ensemble des peuples autochtones et de la population du Québec;

Que la CLASSE s'oppose à tout réinvestissement des redevances du Plan Nord dans les programmes sociaux et/ou l'éducation;

Que la CLASSE participe à une manif-action pendant le salon du Plan Nord les 20 et 21 avril.

5. L'AECSPP-UQAM propose que la CLASSE définisse clairement et publiquement ce qu'est une saine gestion des universités, le tout dans un souci de concision et de vulgarisation

Que la CLASSE, suite à cet exercice public de définition, soulignent publiquement l'implication logique d'un gel des droits de scolarité à court terme et de la gratuité scolaire à moyen terme dans une saine gestion des universités et des fonds publics.

Que les positions de la CLASSE soient communiquées aux citoyens et citoyennes directement via les médias locaux et la mobilisation directe.

8.0 Finances

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 5 minutes sur l'état des finances, suivie d'une période de question de 10 minutes, suivie d'une plénière de 10 minutes.

2. L'ADÉPUL propose que la CLASSE accorde un montant de 200\$ provenant du fond d'entraide à l'ADÉPUL, servant uniquement à couvrir les frais de Congrès et les frais de transports associés au Congrès.

3. L'AÉCÉCUM propose que les frais de participation de l'AÉCÉCUM aux Congrès ou aux instances nationales de la CLASSE soient prises en charge par la CLASSE en puisant dans le fond d'entraide jusqu'à concurrence de 300\$.

Proposition mise en dépôt au Congrès de la CLASSE du 15 avril 2012

1. Considérant qu'en 1996 le mouvement étudiant de grève a échangé un gel des frais de scolarité contre l'augmentation des frais des étudiant-e-s étrangers/étrangères;

Considérant que c'est seulement en soulignant le plus souvent possible les problématiques des étudiants et des étudiantes étrangers/étrangères que les barrières auxquelles ils et elles font face vont être adéquatement adressées;

Considérant que la CLASSE a déjà passé une position pour la gratuité scolaire pour tous et toutes les étudiants et les étudiantes et que le congrès de la CLASSE a voté de "geler les frais de scolarité des étrangers/étrangères jusqu'à leur éventuelle égalité avec les étudiant-e-s qui sont résidents québécois;"

Que le Comité de négociation de la CLASSE amène les demandes suivantes au sujet des étudiants étrangers et étudiantes étrangères au gouvernement :

- De renverser la politique du gouvernement provincial permettant aux universités d'augmenter annuellement de 10% les frais internationaux;
- De renverser la politique du gouvernement provincial permettant aux universités d'augmenter les frais pour les étudiant-e-s étrangers/étrangères de premier cycle dans les six programmes d'administration, génie, droit, informatique, mathématiques et sciences pures;
- De fournir davantage de fonds et de possibilités d'aide financière pour les étudiantes étrangères et étudiants étrangers;
- D'allouer l'accès au programme d'assurance-maladie du Québec aux étudiants étrangers et étudiantes étrangères;
- De donner le droit de travailler aux étudiantes étrangères et étudiants étrangers sans restriction en dehors du campus.